

Grenelle, Chômage, Pib,...: Veut-on casser le thermomètre statistique en la délocalisant à Metz ?

LA STATISTIQUE PUBLIQUE EN GREVE... Y COMPRIS CELLE DU MEEDDAT

Vos statisticiens et l'Insee délocalisés à Metz... pour beaucoup d'entre eux

Sans concertation préalable, la Présidence de la République et le gouvernement ont décidé au cours de l'été de créer un « Pôle National de la Statistique Publique » à Metz. Présenté comme une création et un regroupement, ce projet est en fait un démantèlement d'activités déjà existantes, qui prétend compenser la fermeture des casernes de Metz. Ce projet, un véritablement démembrement, a été confirmé publiquement par H. Falco, secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire.

Ce projet concerne le fonctionnement de l'ensemble du Ministère.

Ce projet englobe l'ensemble du système statistique public, c'est à dire l'Insee et les services statistiques des ministères (SSM) tels celui du MEDDAT : le SOeS, formé de l'ex SESP (Transports, Construction-Logement, Diffusion) + l'IFEN + l'Observatoire de l'énergie. Ces services, implantés en région parisienne (170 personnes) et en province, comme l'Ifen à Orléans, regroupent à la fois des agents mis à disposition par l'Insee et des personnels de statut différents : agents du ministères d'implantation du SSM, contractuels,... Le projet en question ne vise pas spécifiquement les agents de l'Insee, mais bien les services statistiques. Ce qui signifie que si le service est délocalisé, ce sont tous les agents du service qui sont délocalisés, quel que soit leur statut.

Des difficultés personnelles pour les gens, une efficacité/qualité du travail fragilisée, un coût accru

Outre les difficultés qu'une délocalisation occasionnerait aux agents et à leur famille, elle mettrait en péril l'ensemble de la statistique publique en changeant le travail et le mode de fonctionnement. Elle coûterait cher financièrement, en temps et en qualité. Les agents de la statistique publique implantés en région parisienne le sont pour des raisons d'efficacité et de qualité : **coordination nationale** du travail en région, **conception et suivi** de systèmes d'information et d'enquêtes (dans les directions opérationnelles des ministères, avec les chercheurs, les partenaires sociaux, ...), **échanges permanents** avec les directions « techniques » des ministères, avec des organismes nationaux et internationaux, **demande de statistiques et d'analyses rapides** et « à façon » au sein des ministères, ainsi qu'avec les **médias** indispensables au débat démocratique.

Une implantation déjà régionale

Les 2/3 du personnel de la statistique publique travaillent en région pour répondre aux besoins d'expertise des territoires, assurer le suivi des enquêtes et faire bénéficier la production statistique de leur connaissance du terrain.

Le Ministre ne nous reçoit pas

La CGT a demandé le 30/9/2008 par courrier au Ministre d'Etat Jean-Louis Borloo de nous recevoir et lui a adressé la motion adoptée à l'unanimité des personnels présents. Nous n'avons toujours pas de réponse !

NOUS SOMMES EN GREVE AUJOURD'HUI 21 OCTOBRE ET NOUS MANIFESTERONS A MATIGNON

SOUTENUS PAR NOS ORGANISATIONS SYNDICALES

(CGT INSEE, CGT ENVIRONNEMENT EQUIPEMENT, SNADIGE-CGC, CFDT, FO, SNE-FSU)

Le système statistique public a pour mission d'éclairer en toute indépendance les grands débats de la société en produisant des chiffres fiables et des études économiques et sociales objectives. **La défense du**

Comité de défense et de promotion de la statistique publique du MEEDDAT

www.sauvonslastatistiquepublique.org

service statistique public et de son personnel est donc aussi un acte de sauvegarde du débat démocratique.

Sauvegarder le débat public

C'est pourquoi les agents de la statistique publique, Insee et SSM, parisiens et régionaux, sont mobilisés contre ce projet, assimilant les agents de l'Etat à des pions d'un prétendu « aménagement » du territoire. Nous sommes également solidaires de tous les services, au Meeddat ou ailleurs, concernés par des projets de délocalisation.

Tous menacés ! Au MEEDDAT le SETRA et l'ENIM sont déjà touchés

Au MEEDDAT, nous venons déjà de subir coup sur coup des réorganisations, dont la dernière implique un déménagement qui n'est même pas achevé. Le SETRA (environ 300 personnes) et l'ENIM (120 à Paris) seraient également touchés par une délocalisation. Cette vague de délocalisation ne serait que la première d'une série qui devrait à terme concerner 5 000 agents (10% des effectifs d'Administration Centrale de tous les ministères). Il serait illusoire de croire que les services statistiques seront la seule victime. La RGPP et la loi sur la mobilité des fonctionnaires, avec la possibilité de mettre un fonctionnaire d'office en disponibilité en cas de restructuration, offrent une boîte à outils de choix pour mener et amplifier ce type de délocalisations comme mode de « dégraissage » du nombre de fonctionnaires.

Soutenez notre combat, signez la pétition en ligne

Comité de défense et de promotion de la statistique publique du MEEDDAT

www.sauvonslastatistiquepublique.org